



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pour-le-revenu-garanti-maintenant>

Tribune des lecteurs

Pour le revenu garanti : maintenant !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1093 - décembre 2008 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 décembre 2008

Description :

Jacques Bonnet montre qu'il faut adapter les revendications en fonction de l'époque.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quand le roi est nu, le moment est venu d'inventer la République.

Le capitalisme montre sa folie et ruine l'économie réelle, le moment est venu d'inventer quelque chose, qui soit l'affaire de tous... !

Ne sommes-nous pas arrivés à un carrefour de notre Histoire, avec cette crise du système financier qui, en fait, est malade de la prolifération maligne de ses produits dérivés comme un organisme est empoisonné par les métastases d'un cancer ?

Allons-nous prendre le parti de l'acharnement thérapeutique, chercher à sauver le malade en vidant les poches du peuple pour redonner vigueur à ces puissances financières irresponsables ? C'est la voie choisie par la puissance publique qui vole au secours des banques à coup de milliards, en application de la loi non écrite mais constante du néolibéralisme : socialisation des pertes, privatisation des profits ! En attendant la prochaine crise !

Ou bien allons-nous, par une mobilisation populaire (qui certainement couve dans les coeurs mais tarde à trouver ses voies d'expression collective) imposer un changement de logique ?

Exiger, par exemple, face à la violence des soubresauts de l'économie-casino, qu'une priorité absolue soit donnée à l'instauration d'un bouclier social, qui marquerait une première étape dans le passage de l'actuelle logique de compétitivité à une logique de solidarité ?

Car la logique de compétitivité, qui est la base idéologique et le ressort du capitalisme, transforme le monde en champ de bataille économique. Et chacun de nous en petit soldat d'une guerre qui n'est pas la nôtre.

Alors que la logique de solidarité, qui a été construite dans les luttes sociales du passé, mais qui est toujours menacée de dissolution par la morale individualiste de la société de marché, respecte en chacun sa dimension d'humain. Et celle-ci ne saurait être réduite à un statut de producteur-travailleur-consommateur !

Cette logique de solidarité, chaque génération doit la penser en fonction de son époque. En période de plein emploi et de l'essor de la consommation de masse, les revendications étaient principalement de caractère salarial et quantitatif. Ce "progressisme" d'hier ne peut plus être celui d'aujourd'hui, quand l'emploi, donc le salaire, est devenu aléatoire, et que le productivisme industriel a révélé l'étendue de son envers destructeur.

Il appartient donc à notre génération d'inventer un autre progressisme, associant exigence de justice sociale (revenu assuré pour tous et inégalités réduites) et prise en compte de l'impératif écologique. Le souci écologique impose l'arrêt de la croissance économique aveugle et du développement non soutenable. Il urge de revenir à une économie économe, plus locale et socialement maîtrisée, à l'inverse de celle que les grandes sociétés transnationales impulsent en jouant notre avenir au casino boursier !

Cette économie déliquescence et affolée est dans une phase de mutation, qui promet d'être suivie d'une phase correctrice à risques inconnus. Dans ce contexte, quel "bouclier social" pourrait efficacement protéger les citoyens de ses frasques invisibles ?

Il faut admettre que la traditionnelle revendication d'augmentation des salaires ne concerne plus qu'une partie de la population. Elle tend à aggraver la division de la société en catégories de revenus et de consommation. Et la

Pour le revenu garanti : maintenant !

multiplication des minima sociaux, profilés au cas par cas, entretient une idéologie d'assistance qui culpabilise, et qui ne respecte pas le droit à la sécurité d'un niveau de vie sobre, mais décent et stable, et indépendant des aléas du marché du travail.

Alors on n'évitera pas d'aborder la question du "revenu d'existence", qu'il serait légitime d'appeler de "citoyenneté" : égal pour tous, inconditionnel, déconnecté de l'emploi (mais non de l'imposition progressive sur le revenu total), et suffisamment élevé pour ne pas favoriser la création d'emplois sous-rémunérés, mais au contraire pour offrir plus de liberté aux demandeurs d'emploi, créateurs potentiels d'activité.

L'objection souvent entendue sur le coût d'une telle proposition devient dérisoire, quand on la compare aux sommes faramineuses que la puissance publique engage aujourd'hui pour renflouer un système bancaire qui a pris la forme du "tonneau des danaïdes" !

L'ouverture du débat sur le revenu garanti ne manquerait pas d'ouvrir un autre débat de fond, suggéré par l'obscurité des fortunes que génère l'hyper capitalisme financier : celui d'un autre RMA, "revenu maximum admissible". L'économiste Jean Vassileff (dans son livre *Le partage contre la croissance*) en démontre la parfaite faisabilité par voie fiscale. Au nom de la décence, du sens de la mesure ... de valeurs sans lesquelles il n'est pas de cohésion sociale.

Seule une réforme radicale de l'impôt sur le revenu, réhabilitant et renforçant sa progressivité, pourrait à la fois fixer un revenu maximum et dégager de quoi financer un revenu garanti.

La crise est là, les monstruosité du système absurde qui régit et pourrit nos vies sont sous les feux des projecteurs. Saurons-nous collectivement secouer nos habitudes de pensées... et oser des revendications nouvelles, pour faire changer de cap le lourd paquebot de notre destin ?